

SOMMAIRE DU N° 3-2009

Première Partie. — Doctrine et Chroniques.

- Anne SINAY-CYTERMANN. — Une disparité étonnante entre le régime des clauses attributives de juridiction et des clauses compromissaires dans le contrat de travail international et dans le contrat de consommation international. 427
- Franco FERRARI. — Quelques remarques sur le droit applicable aux obligations contractuelles en l'absence de choix des parties (art.4 du règlement Rome I). 460
- Petra HAMMJE. — Réflexions sur l'article 515-7-1 du Code civil (Loi n° 2009-526 du 12 mai 2009, article 1^{er}) 483

Deuxième Partie. — Jurisprudence.

I. — NATIONALITÉ.

Mariage. — Validité. — Défaut d'intention matrimoniale. — Loi applicable. — Loi nationale de chacun des époux. — Effet sur la nationalité et le séjour. — Inopposabilité. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 9 juillet 2008, 11 février et 6 mai 2009, note Paul Lagarde, p. 493.

Actes de l'état civil étranger. — Effet en matière de nationalité. — Légalisation. — Coutume internationale. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 4 juin 2009 (2 arrêts), note Paul Lagarde, p. 500.

II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

Maintien en rétention. — Article 551-3 CESEDA. — Placement. — Local de rétention. — Prolongation. — Conditions. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 8 avril 2009, note Sabine Corneloup, p. 507.

III. — CONFLITS DE LOIS.

Renvoi. — Succession immobilière. — Immeuble sis à l'étranger. — Condition. — Unité de la succession — 2) *Succession*. — Immeubles sis à l'étranger. — Rapport. — Donations déguisées. — Loi étrangère du lieu de situation. — Renvoi. — Condition. — Unité de la succession. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 11 février 2009, note Bertrand Ancel, p. 512.

Agence de voyages. — Responsabilité. — Obligations résultant du contrat. — Exécution défectueuse. — Loi du contrat. — Loi française. — Loi du 13 juillet 1992. — Article 23. — Responsabilité de plein droit envers l'acheteur. — 2) *Convention de Rome du 19 juin 1980*. — Article 13. — Subrogation. — Loi applicable au principe et à l'étendue. — Rapport tiers solvens-créancier. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 11 mars 2009, note Olivera Boskovic, p. 518.

IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

Compétence. — Clause attributive de juridiction. — Connaissance. — Effets à l'égard du tiers porteur du connaissance. — Détermination. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ. et Ch. com.), 16 décembre 2008, note Fabienne Jault-Seseke, p. 524.

Jugement étranger. — Effet de fait. — Prise en considération. — Vérification de la régularité internationale (non). — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 22 janvier 2009, note Horatia Muir Watt, p. 533.

V. — COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.

Règlement (CE) n° 2201/2003 du 27 novembre 2003. — Compétence. — Matière matrimoniale et responsabilité parentale. — Juge français saisi du divorce. — Obligation de statuer en matière d'autorité parentale (non). — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 3 décembre 2008, note Estelle Gallant, p. 537.

Droit d'établissement. — Société. — Transfert du siège dans un état membre autre que celui de la constitution. — Demande de modification de la mention relative au siège dans le registre des sociétés. — Article 43 CE et 48 CE. — Cour de justice des Communautés européennes, 16 décembre 2008, note Jeremy Heymann, p. 548.

Règlement (CE) n° 44/2001. — Article 43, Paragraphe 1. — Compétence judiciaire et exécution des décisions. — Notion de partie. — Cour de justice des Communautés européennes, 23 avril 2009, note Etienne Pataut, p. 569.

Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968. — Article 5 § 3. — Matière délictuelle ou qu délictuelle. — Définition. — Cas. — Livraison en France de produits contrefaits. — Cour de sation (1^{er} Ch. civ.), 25 mars 2009, note Edouard Treppoz, p. 580.

Troisième Partie. — Documentation.

I. — Traités nouveaux de la France (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

II. — Lois, décrets et actes officiels français (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

Adoption. — Loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit d'allègement des procédures. — article 17, p. 590.

Nationalité. — Déclarations. — Loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures. — article 12, p. 591.

III. — Communautés européennes.

Conflit de juridictions. — Compétence. — Reconnaissance et exécution des décisions étrangères. — Convention de Lugano. — Lugano II. — Décision du Conseil du 27 novembre 2008 relative à la conclusion de la convention sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale. Convention concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, p. 5

Aliments. — Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, p. 624.

IV. — Informations diverses.

Etrangers. — Prestations familiales. — Enfants entrés en France hors de la procédure regroupement familial. — Etat de la question. — Réponse ministérielle, p. 626.

Etrangers. — Conjoint étranger. — Titre de séjour. — Réponse ministérielle, p. 627.

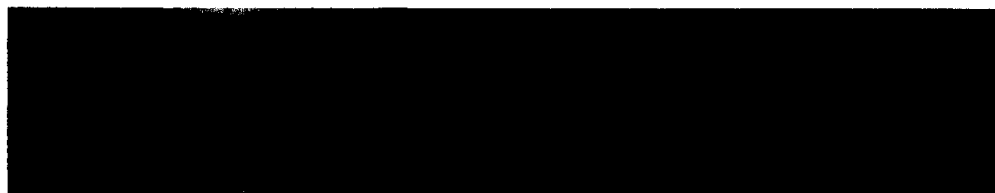
Quatrième Partie. — Bibliographie.

- I. — **Livres.** — DICKINSON (Andrew), *The Rome II Regulation. The Law Applicable to Non Contractual Obligations* (Horatia Muir Watt), p. 631. — *Die richtige Ordnung, Festschrift für Jan Köpholler zum 70*, D. BAETGE, J. V. HEIN et M. V. HIDEN (éd.) (Louis d'Avout), p. 633.

Ce numéro contient :

- un encart broché « site Dalloz-Revues »
- une lettre destinée aux abonnés
- un sticker « site Dalloz-Revues »

Revue critique de droit international privé

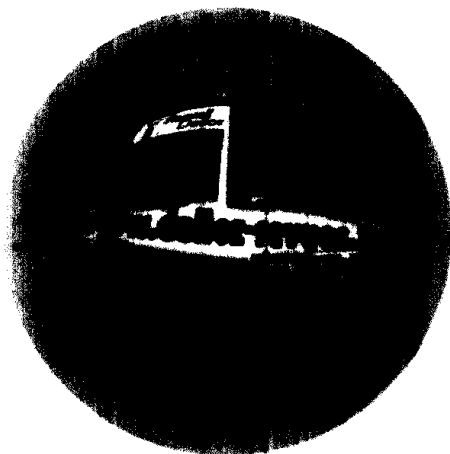


DIRECTEUR

Paul Lagarde
Bertrand Ancel

REDACTEUR EN CHEF

Horatia Muir Watt



DALLOZ